



Grenelle de l'environnement, Aménagement du territoire,... TER, FRET, Service Public

OU EN EST-ON A LA SNCF ?

A grand renfort de messages publicitaires, de communiqués de presse, le Gouvernement et la Direction SNCF nous vantent les nouveaux bienfaits du rail, mais quand est-il exactement ?

Après le dépeçage du FRET ferroviaire...

LE FRET FERROVIAIRE est en pleine déliquescence et le plan envisagé va rajouter plus de 1,5 millions de camions sur la route dans les 5 prochaines années (30 trajets camions par jour et par département). En effet, les nouveaux projets (autoroutes ferroviaires, TGV fret...) ne verront pas le jour avant 2015-2020 et ne pourront pas rattraper les dégâts environnementaux provoqués par le plan FRET mis en œuvre dès 2009.

Ainsi, combien de PME-PMI seront obligées de se tourner vers le transport routier et combien d'entre elles n'auront pas d'autres choix que de fermer ou délocaliser leur production ?

Même la Direction SNCF fait transporter ses propres matériaux (traverses, ballasts, essieux de wagons) ou encore ses pièces pour les locomotives par la route. Pour l'année 2009, cela représente près de 20 000 camions ! Après les 2 millions de camions jetés sur les routes entre 2003 et 2008, suite au premier plan FRET, ça commence à faire beaucoup !

La casse continue aujourd'hui avec la fermeture programmée de 8 sites de triages sur les 11 restants. A la SNCF, quand un triage ferme, c'est l'équivalent d'une fermeture d'usine : l'activité s'arrête pour ne jamais reprendre !

...C'est maintenant au tour des trains de voyageurs !

Alors que la suppression envisagée de trains « Corail », « Téo » ou « trains auto-couchettes », au risque d'enclaver totalement des régions entières ; c'est le Transport Express Régional (TER) qui est attaqué. Dans le cadre d'une campagne de dénigrement savamment orchestrée, un rapport de la Cour des Comptes vient en aide au Gouvernement, étrangement à quelques mois des élections régionales....

Les conclusions « à charge » de ce rapport ne retiennent de cette décentralisation réussie que des critères financiers, qui ne trouveraient réponse que dans l'ouverture à la concurrence et l'augmentation de la productivité à la SNCF.

LA FEDERATION CGT DES CHEMINOTS RAPPELLE AUX USAGERS DU RAIL :

- les régions ne disposent pas de ressources propres comme le versement transport ;
- le trafic TER a progressé de 55% entre 1997 et 2007, les recettes ont pris la même tendance, des gares ont été rénovées, du matériel neuf a été financé et des lignes ont été rouvertes ;
- 18 régions ont renouvelé leurs conventions avec la SNCF avec des durées approchant ou atteignant souvent les 10 ans. D'ailleurs, la région Alsace, fer de lance médiatique d'une possible ouverture à la concurrence, doit signer sa convention en décembre 2009 avec comme seul opérateur la SNCF et pour une durée de 9 ans ;

- contrairement à ce qu'affirme la Cour des Comptes, l'Etat ne supporte pas les coûts supplémentaires depuis la mise en place de la régionalisation, sauf celui de l'augmentation des péages dont il est responsable ! L'Etat a déserté la table des négociations lors des renouvellements des conventions et il impose aux régions, par son désengagement, le financement de certaines infrastructures ferroviaires régionales ;
- depuis 2002, la Direction SNCF a supprimé 21 500 emplois. Force est de constater qu'en plus d'être une championne pour remettre les marchandises dans les camions et les voyageurs sur la route, la Direction SNCF alimente allègrement le nombre de chômeurs dans notre pays. En 7 ans, elle aura supprimé, en terme d'emplois, l'équivalent de 30 usines « Molex » !

Face à ce constat, l'heure n'est pas aux manœuvres politiciennes, mais bien à donner les moyens au Service Public Ferroviaire de mieux répondre au quotidien aux attentes des usagers et des chargeurs en matière de transport.

Agissons ensemble pour combattre les mauvais coups qui se préparent !

Taxes sur les billets, remplacement des dessertes relations par des dessertes routières et cerise sur le gâteau, après avoir sans cesse essayer d'opposer les usagers aux cheminots, c'est maintenant les contribuables qui paieraient trop cher pour les usagers du rail, que Gouvernement et Direction SNCF tentent de faire monter au créneau.

Concurrence, business, libéralisation, privatisations ont rythmé les politiques de ces dernières années, mais quand les libéraux de tout poil oseront-ils faire un bilan sérieux de celles-ci ? Lorsqu'on sait que ce sont ces options qui nous ont entraînés dans la crise économique que nous connaissons.

L'ouverture à la concurrence dans le FRET ferroviaire a généré son lot d'incidents, d'accidents débouchant sur une régression sans précédent en matière de tonnages transportés.

Dans le transport de voyageurs, la même politique aurait malheureusement les mêmes effets : réduction des prestations, augmentation des tarifs et baisse du niveau de sécurité, à moins que les usagers-cheminots imposent, ensemble, d'autres choix.

Pour la Fédération CGT, l'Etat doit assumer ses responsabilités pour l'aménagement harmonieux du territoire et le financement du service public ferroviaire SNCF.

Dans ce cadre, les cheminots actifs et retraités participeront à l'appel des Organisations Syndicales CGT, UNSA et CFDT à la manifestation nationale à Paris, le 08 décembre 2009.